

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Trophées African Banker

64 nominés en 2022, le groupe Ecobank (ETI) se démarque

Les nominés de l'édition 2022 des Trophées African Banker sont désormais connus. Ils sont au total 64 nominés dans diverses catégories ... • (Page 09)

CEG AKASSATO et ADJARRA-ADOVIE

Le Japon inaugure 15 salles équipées et 24 cabines de latrines

Le Japon a procédé à l'inauguration de 8 salles de classe avec équipements et de ... • (Page 11)

Echanges intra-africains, terrorisme, relance post Covid-19 • (Page 03)

Les confidences du Pdt de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop



Régulation des activités postales au Bénin • (Page 11)

L'ARCEP recense les coursiers de colis, repas et objets

Afrique de l'Ouest

Mamadou Diop, Gouverneur par intérim de la BCEAO

C'est le Nigérien Mamadou Diop qui assure aujourd'hui l'intérim à la tête ... • (Page 04)

Secteur du Numérique

Formation de 50 jeunes filles au développement web et à la robotique

Le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, a organisé avec l'appui du ... • (Page 02)

Afrique subsaharienne

Les risques qui pèsent sur les perspectives

La croissance en Afrique subsaharienne, bien que marquée par un ralentissement en 2022, la Banque mondiale reste optimiste sur la situation des années à venir ... • (Page 04)

Développement des économies africaines

Signature d'un mémorandum entre le FAGACE et le Tchad

Une délégation de haut niveau de la République du Tchad conduite par Mme Alice N. Naimbaye, Secrétaire d'État aux ... • (Page 11)

ARCEP
BENINI

AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DE LA POSTE

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	623.47	655.95	777.07	1.5	83.35	39.53	4.7	94.16	169.44	8.1

Journée mondiale des jeunes filles dans les TIC

Formation de 50 jeunes filles au développement web et à la robotique

Le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, a organisé avec l'appui du Ministère des Enseignements Secondaires, Technique et de la Formation Professionnelle, la formation d'une cinquantaine de jeunes filles des Collèges d'Enseignement Général (CEG) sur l'informatique notamment le développement du web et la robotique les samedis 30 avril et 7 mai 2022. La remise des attestations a eu lieu ce samedi 07 mai 2022 au centre d'excellence de formation EPITECH.

• Abdul Wahab ADO

Cette formation des jeunes filles des classes de seconde C sur l'initiation au développement web et à la robotique, au learning lab, organisée par le ministère du numérique et de la digitalisation, a pour but d'encourager les apprenantes à embrasser les filières scientifiques afin de faire plus tard, carrière dans le secteur des technologies, a expliqué Boris Rodrigue SEHLOUAN, Directeur de la Digitalisation et représentant du ministre du numérique. Il a fait savoir que l'objectif de la journée initiée par l'IUT, est d'amener les jeunes à s'intéresser au métier des TIC. « Aujourd'hui, on parle de digitalisation et autres et le ministère du numérique ne veut pas que les jeunes filles béninoises soient en marge de cela. Et cette année, c'est l'initiation des Jeunes filles des secondes C formées sur l'initiation au développement web et à la robotique. C'est de les amener à aimer dès le bas âge, qu'elles s'adonnent très tôt ». Pour cette année, précise-t-il, l'accent est mis sur les jeunes filles des classes de seconde de la série C des Collèges d'enseignement secondaire qui ont été sélectionnées. Cette formation a été délivrée par le partenaire EPITECH. A cette occasion, Angélique FADEKON, élève en classe de seconde C au CEG Védoko et porte-parole des participantes a fait savoir qu'elles ont appris beaucoup sur le développement du web et la robotique. Il faut préciser que les jeunes filles qui ont participé à cette formation viennent de 15 Collèges d'enseignement général de Cotonou et d'ailleurs. La célébration au Bénin de la Journée Internationale des Jeunes Filles dans le secteur des TIC,



a été donc marquée cette année par une formation à l'endroit des élèves filles de la classe de seconde en série C.

Célébration des jeunes filles béninoises dans le secteur des TIC

La sixième édition au Bénin de la Journée internationale des filles dans le secteur des TIC a été célébrée le jeudi 28 avril 2022. Plusieurs activités ont été organisées par le Ministère du Numérique et de la Digitalisation afin de susciter des vocations pour les technologies, chez les jeunes filles. Plus de 100 écolières des classes de CM1 et CM2 de l'EPP Sikè Nord de Cotonou, ont ainsi été initiées à la sécurité informatique à travers un jeu ludique. Plus de 150 étudiantes de l'ENEAM ont été sensibilisées à la notion de sextorsion et à la sécurité des données sur internet. Les jeunes femmes du secteur des TIC se sont retrouvées également lors d'un afterwork pour un partage d'expériences et du réseautage. C'est dans ce contexte que s'est tenue en marge de la célébration de cette journée, la formation des jeunes élèves des CEG. Une formation qui a éveillé la curiosité de ces jeunes filles et leur a fait découvrir les multiples débouchés professionnels offerts par le secteur des TIC.

Pourquoi une Journée

Internationale des Jeunes Filles dans le secteur des TIC ?

La Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC est une initiative soutenue par les États Membres de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) conformément à la Résolution 70 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires. Elle a été instituée afin de créer un environnement mondial qui encourage les jeunes filles et les jeunes femmes à envisager de faire des études ou d'embrasser une carrière dans le secteur en pleine croissance des technologies de l'information et de la communication et qui leur donne les moyens d'y parvenir. La Résolution 70 invite tous les membres de l'UIT à célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC chaque année, le quatrième jeudi du mois d'avril.

Le secteur des TIC se caractérise par un besoin pressant de talents. L'écart se creuse entre les compétences numériques demandées par les employeurs et le nombre de demandeurs d'emplois dotés du savoir-faire technique nécessaire. En effet, l'UIT en organisant la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC chaque année veut encourager et promouvoir l'équilibre entre les femmes et les hommes dans le secteur des TIC à tous les niveaux au moyen de nombreuses initiatives, parmi lesquelles le partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère du numérique (EQUALS), un partenariat mondial multipartites visant à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes.



AUX DECIDEURS...

La guerre par Ukraine interposée

L'Ukraine située à l'Ouest de la Russie, est un pays tampon entre les Etats soviétiques et ceux de l'Europe et sépare la Russie de la Roumanie. Du côté Ouest, l'Ukraine est aussi frontalière avec la Pologne, membre de l'OTAN et frontalière avec la Russie. L'Ukraine qui fait partie des trois pays qui ont récemment candidaté pour intégrer l'OTAN, partage une longue culture avec la Russie. Si l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord acte l'adhésion de l'Ukraine, la Russie se trouverait entourée à l'Ouest par des membres de l'OTAN. Or, gouverner, c'est prévoir. Et qui veut la paix, prépare la guerre. Il est donc aisé de déduire qu'il s'agit d'une guerre entre la Russie et ses adversaires plausibles de l'OTAN. L'Ukraine n'est qu'un intermédiaire. L'enjeu repose sur la géopolitique de la Russie dont la puissance militaire n'est plus à démontrer. En fait, l'invasion de l'Ukraine par la Russie vise à reconquérir l'Etat ukrainien pour empêcher l'OTAN d'y implanter une base militaire. Car, l'objectif essentiel et immuable de l'OTAN est la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. La mission de défense collective, qui est au cœur de l'Alliance, crée un esprit de solidarité et de cohésion entre ses membres. La Russie ne l'entend pas de cette oreille. Sous les ordres du président Vladimir Poutine, la Russie qui était déjà aux portes de l'Ukraine en s'accaparant de la Crimée lui a déclaré la guerre.

Après quatre jours de combat, le bilan est pesant. Kiev a fini par confirmer avoir accepté des pourparlers avec Moscou. Pendant ce temps, l'Union Européenne a commencé à livrer des armements à l'Ukraine et ferme son espace aérien à la Russie. Au quatrième jour de l'invasion russe en Ukraine, ce dimanche 27 février, les combats se sont poursuivis dans le pays, en dépit de la pression internationale et des sanctions occidentales de plus en plus importantes. Les forces ukrainiennes ont repris le contrôle d'une de leurs importantes villes. Des banques russes ont été bannies de la plateforme interbancaire Swift et les Occidentaux ont aussi promis davantage d'armes à l'Ukraine. Les conséquences de la guerre sont économiquement lourdes pour la Russie. Vladimir Poutine a, de son côté, brandi la « force de dissuasion » de l'armée russe, en clair l'arme nucléaire, une menace qualifiée d'« escalade inacceptable » par les Etats-Unis.

Alors que l'Ukraine espère une intervention occidentale face à l'invasion russe, l'inquiétude est forte quant à l'arsenal militaire de Vladimir Poutine, notamment concernant «Satan 2», un missile réputé pour être capable de raser un pays de la taille de la France. D'après les informations disponibles, le missile nucléaire «Satan 2» serait le plus puissant jamais conçu, et aucune technologie de défense antimissile ne serait en mesure de l'arrêter. Outre sa puissance, il serait équipé d'une technologie furtive pour tromper les systèmes radars ennemis.

Au plan international, les rencontres se multiplient à l'image de celle convoquée par l'Onu et la rencontre de l'ancien président Nicolas Sarkozy avec le président Emmanuel Macron. Le monde entier est pris de panique. Et beaucoup de pays sont inquiets de la puissance militaire russe. Quelle pourrait être l'issue de cette tragédie du 21^e siècle ?

Jean-Claude KOUAGOU

Eco secret

Centrafrique : la loi sur la cryptomonnaie divise

L'Etat centrafricain a franchi un palier supplémentaire dans la mise en place d'un environnement dit favorable au secteur financier à travers l'adoption d'une loi sur l'utilisation de la monnaie digitale. C'est une mini-révolution dans la sous-région en ce sens que ce texte consacre la reconnaissance par un Etat de la monnaie numérique comme moyen de paiement. Le texte a été plébiscité par les députés de la majorité qui considèrent la cryptomonnaie comme « une opportunité pour booster les affaires », tandis que ceux de l'opposition n'ont pas pris part au vote prétextant que « le blanchiment de l'argent sale ».

Echanges intra-africains, terrorisme, relance post Covid-19

Les confidences du Pdt de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop*(L'an 1 du Pdt de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop, 282 milliards FCFA investis pour 68 projets)**Relance post-Covid, lutte contre le terrorisme, facilitation des échanges intra-africains, impact des coups d'État... Un an après son arrivée à la tête de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le Sénégalais Abdoulaye Diop a dressé, dans une interview accordée à « Jeune Afrique », l'état de l'Union ainsi que les principaux chantiers entrepris. Interview.***Comment se porte l'Union ?**

Abdoulaye Diop : Nos économies ont été résilientes grâce aux plans de riposte mis en place par les États, en parfaite synergie avec les institutions de l'Union. Le CREPMF [Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers] a permis de maintenir un bon fonctionnement du marché financier régional. Et notre espace communautaire s'en sort avec un taux de croissance positif (6,1 %) pour 2021, comparable à la moyenne des années précédant la crise sanitaire.

On peut donc dire que, depuis 2021, l'Union se remet progressivement des effets de la pandémie. Mais la crise sanitaire n'est pas finie et la crise sécuritaire semble s'aggraver... Conséquence : le déficit budgétaire a représenté 5,7 % du PIB en 2021. Et l'évolution des prix à la consommation nous préoccupe. Le taux d'inflation moyen a été de 2,1 % en 2020 et de 3,4 % en 2021, une évolution liée en partie à l'augmentation des prix des produits alimentaires. C'est la conséquence de la perturbation des circuits d'approvisionnement mais aussi de la crise sécuritaire (avec son cortège de déplacés internes qui ne peuvent plus vaquer à leurs activités) auxquelles il faut ajouter la flambée des prix mondiaux, qui affectent aussi fortement nos économies.

Quelles sont les perspectives pour 2022 ?

L'activité économique au sein de l'Union devrait garder son dynamisme avec un taux de croissance de 6,5 %. Quant au déficit budgétaire global, il devrait représenter 4,6 % du PIB. Mais ces perspectives restent assujetties à l'évolution de la crise sanitaire, des cours du pétrole, de l'environnement sécuritaire dans l'Union et des tensions géopolitiques dans le monde.

Quels sont les principaux défis que devra relever l'Uemoa ?

En premier lieu, la relance de nos économies, ainsi que l'approfondissement du marché commun, au vu de la faiblesse des échanges intracommunautaires, avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine [Zlecaf].

Quant au défi sécuritaire, hélas, il devient pesant. Notre région subit des attaques terroristes qui déstabilisent nos populations et ont des conséquences particulièrement terribles : pertes en vies humaines, innombrables blessés, déplacement massif de populations... Elles constituent une menace sérieuse pour les acquis socio-économiques de notre Union (en particulier le marché commun et la libre circulation des personnes et des biens) et favorise le développement de trafics (d'armes, d'êtres humains, etc.), ainsi que la cybercriminalité.

En quoi consiste le « CAP 2025 » ?

Ces défis ne pouvant être pris en charge au cours d'un seul mandat, nous avons voulu, dès notre prise de fonction en mai 2021, les décliner dans une vision claire : le Cadre d'actions prioritaires (CAP 2025), qui est adossé à des objectifs stratégiques et constitue une boussole pour notre collège de commissaires.

Nous avons par ailleurs défini des actions phares pour



● *Pdt de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop*

faire de la Commission une institution moderne et performante dans ses relations avec les États membres, avec les populations et avec tous les acteurs de la vie économique et sociale. Elles prennent en compte les nouveaux défis (économie numérique, développement du secteur privé et changement climatique), mais aussi la lutte contre la pauvreté et l'emploi des jeunes qui sont une priorité pour nos États. En plus des questions économiques, les questions sociales seront centrales dans nos actions.

Qu'en est-il du financement des projets intégrateurs ?

Actuellement, 68 projets intégrateurs sont en cours d'exécution dans nos huit États membres, tous financés par la Commission de l'Uemoa pour un montant global de près de 282 milliards de F CFA [environ 430 millions d'euros]. Ils concernent l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'environnement, l'énergie, l'aménagement du territoire communautaire et les transports.

Que devient le projet de boucle ferroviaire ?

En 2014, l'Uemoa s'est dotée d'un Programme d'actions prioritaires de développement du transport ferroviaire au sein duquel le projet régional de boucle ferroviaire Abidjan-Ouagadougou-Niamey-Cotonou-Lomé a été retenu comme une priorité. Notre Commission s'est fortement impliquée dans sa mise en œuvre. Elle s'est attelée à la réalisation d'actions importantes comme l'harmonisation des normes et des standards de conception, de construction, de réhabilitation et d'exploitation des réseaux ferroviaires communautaires. Elle s'est mobilisée pour le financement de certains tronçons, etc.

Mais la mise en œuvre de ce projet rencontre une série de difficultés liées notamment à l'existence de conventions de concession pour certaines lignes, dont quelques-unes font encore l'objet de litiges entre États et concessionnaires.

Par ailleurs, le coût relativement élevé des infrastructures ferroviaires pour une rentabilité diffuse à long terme, nécessite des montages financiers spécifiques. Ce qui ne facilite pas la prise en compte de ces projets dans les budgets des États. Pour nous, il s'agit donc de lever ces difficultés afin de faire aboutir ce projet, qui est important dans la marche de l'intégration régionale.

L'Uemoa a financé la construction de postes de contrôle juxtaposés (PCJ). A-t-elle permis de simplifier le passage des frontières ?

Ces postes ont permis d'harmoniser, de moderniser et de faciliter les opérations de passage aux frontières. Mais nous constatons que des tracasseries persistent sur les corridors routiers prioritaires de l'espace Uemoa – tracasseries sur lesquelles l'Observatoire des pratiques anormales que nous avons mis en place collecte des données.

Quelle réponse l'Uemoa peut-elle apporter pour minimiser l'impact de la crise sécuritaire au Sahel sur les zones frontalières ?

Je considère que la question sécuritaire est aujourd'hui l'un des principaux défis pour nos membres. Elle a été très tôt prise en main par les chefs d'État qui ont créé un Comité de haut niveau sur la paix et la sécurité, lequel oriente les actions de l'Union. Un accord-cadre en matière de sécurité et de renseignements entre nos États permet d'assurer une synergie d'action au niveau ministériel. En outre, des concertations sur la paix, la sécurité et le développement sont organisées dans les zones frontalières, dans le but de promouvoir une approche partagée et globale visant à renforcer l'action des collectivités territoriales.

Sous la houlette de la Commission, un cadre de concertation des commissions nationales de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre de l'espace Uemoa a été mis en place. Cela permet de renforcer leurs capacités et de les rendre plus opérationnelles sur le terrain. Enfin, aux niveaux sous-régional et transrégional, la Commission travaille à renforcer les partenariats stratégiques avec le G5-Sahel, la Misahel et la Cedeao.

La résurgence des coups d'État constituent-ils selon vous un recul de la démocratie en Afrique de l'Ouest ?

Nous sommes profondément préoccupés par l'interruption des expériences démocratiques au Mali et au Burkina [la Guinée n'est pas membre de l'Uemoa]. Au-delà des spécificités de chaque pays, nous avons des valeurs et des principes communs et universels que nous devons préserver. Dans notre espace communautaire, beaucoup de sacrifices ont été consentis par nos populations pour les conquérir. Cela ne doit pas être vain.

Quels risques les coups d'État et transitions en cours font-ils planer sur l'économie ?

Les coups d'État et les sanctions qui en résultent ont forcément un impact sur la situation économique du pays concerné et sur celle de l'Union. J'espère que cette période sera de courte durée pour ne pas affecter sensiblement les performances des pays concernés et, partant, celles de toute l'Union. Au moment opportun, nous ferons évaluer la situation économique et financière, ce qui nous permettra de mieux apprécier l'impact global de ces sanctions.

Je formule le vœu que la situation dans ces pays puisse très rapidement revenir à la normale pour le bien-être des populations qui sont, hélas, celles qui souffrent le plus.

Source Jeune Afrique

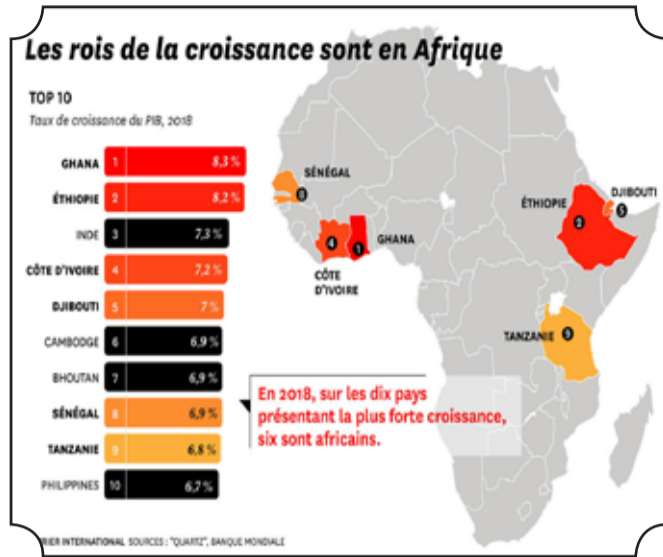
Afrique subsaharienne

Les risques qui pèsent sur les perspectives

La croissance en Afrique subsaharienne, bien que marquée par un ralentissement en 2022, la Banque mondiale reste optimiste sur la situation des années à venir. Le dernier Africa's Pulse de l'institution prévoit une croissance estimée à 3,9 % en 2023 et à 4,2 % en 2024. Mais nombreux sont les risques qui pèsent sur ces perspectives.

● Félicienne HOUESSOU

Les perspectives de croissance varient considérablement d'une économie à l'autre en Afrique subsaharienne. En zone UEMOA, la croissance sera de 6,3 % en moyenne au cours des trois prochaines années. Mais le contexte actuel laisse voir de nouveaux défis de croissance économique, aggravés par l'invasion russe de l'Ukraine. Parmi les risques externes, le rapport met l'accent sur la stagflation grandissante qui pèse sur l'économie mondiale et les défis que cela pose pour la politique monétaire, un cycle de resserrement de la politique monétaire plus agressif que prévu dans les économies avancées, la résurgence d'un variant plus contagieux et plus virulent du coronavirus et des troubles civils dans plusieurs parties du continent dus aux prix élevés du combustible et de l'alimentation entraînés par la guerre en Ukraine, et la politique de tolérance zéro pour la COVID-19 appliquée en Chine. Les risques intérieurs potentiels comprennent une cascade de défauts de la part des États et des entreprises en raison d'un endettement



insoutenable, la détérioration de la sécurité dans la région du Sahel et ailleurs, ainsi que des conditions météorologiques extrêmes. « Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a exacerbé le profil de l'inflation dans de nombreux pays... Des pays sont confrontés à un dilemme : soit lutter contre l'inflation avec le risque d'induire une récession, soit appuyer l'activité économique avec le risque d'une haute inflation. Dans ce cas, les politiques monétaires devront être bien équipées pour maîtriser une inflation entraînée par des facteurs de pression sur les coûts », explique le rapport. Un resserrement plus agressif des politiques monétaires pourrait générer des incertitudes similaires à celles observées lors du « taper tantrum

» de 2013.

Les niveaux d'endettement sont élevés en Afrique subsaharienne et des pays de la région sont en situation de surendettement élevé ou modéré. Aussi, un resserrement agressif des conditions financières déclencherait des ruées vers les placements sûrs, qui pourraient ensuite peser sur les monnaies nationales, entraînant des dépréciations massives, et plus probablement des crises financières. La résurgence d'un autre variant de la COVID-19, très contagieux comme le variant Omicron et plus virulent comme le variant Delta, accentuerait la pression sur la région. A cet effet, les experts de la Banque mondiale estiment que les pays sont aujourd'hui trop fragiles économiquement, par rapport à l'époque pré-

pandémique, pour recourir à des mesures plus restrictives, semblables à celles appliquées lors de la première vague. Un tel choc serait d'autant plus grave qu'il se produirait en même temps que le choc actuel des cours des matières premières. Des mesures telles qu'un confinement total seraient difficiles à mettre en œuvre, car elles entraîneraient une nouvelle récession, pire que celle de 2020 en raison du manque de marge de manœuvre budgétaire et des effets combinés. Par conséquent, de nombreuses personnes vulnérables seraient abandonnées à leur sort, ce qui pourrait entraîner des troubles sociaux dans de nombreuses parties de la région. Bien que la guerre en Ukraine ne devrait avoir que des effets limités sur la production de la région, ces effets indirects sur une inflation des prix énergétiques et alimentaires pourraient détériorer des conflits sociaux. Les retombées directes se feront sentir au travers des liaisons commerciales et financières, et les retombées indirectes, par l'intermédiaire des prix des matières premières.

Les risques intérieurs

Le niveau élevé de la dette

publique en Afrique subsaharienne soulève des inquiétudes quant à sa viabilité, car de nombreux pays risquent de ne plus avoir accès aux marchés financiers internationaux. Les pays mettent en œuvre des mesures d'austérité pour éviter que la dette n'augmente davantage. Cependant, dans de nombreux pays, ces mesures ne bénéficieraient pas d'un soutien politique compte tenu de la pression exercée par le grand public. Face au creusement des écarts de rendement des obligations souveraines et des entreprises, le coût du service de la dette devrait augmenter. Cette situation pourrait à son tour entraîner une série de défauts de paiement. La Banque mondiale affirme que le commerce régional est déjà gravement menacé. Selon Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, alors que les pays africains sont confrontés à une incertitude persistante, à des ruptures d'approvisionnement et à la flambée des prix des denrées alimentaires et des engrais, la politique commerciale peut potentiellement jouer un rôle clé en garantissant la libre circulation des denrées alimentaires à travers les frontières dans toute la région. De même, la persistance des conflits dans certaines

zones de l'AOA pourrait entraîner davantage d'instabilité et menacer l'Accord de libre-échange continental africain. Des conditions météorologiques défavorables pourraient compromettre les perspectives de la sous-région de l'AOA. Des conditions météorologiques extrêmes provoquent des perturbations dans la Corne de l'Afrique, engendrant une forte volatilité des rendements des cultures et du bétail. L'incidence récurrente de l'insécurité alimentaire en Éthiopie, à Madagascar et en Zambie est en partie due à des facteurs météorologiques. Ceux-ci accroissent la pression sur des approvisionnements alimentaires déjà limités dans le contexte de la guerre en Ukraine et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement. De même, des conditions météorologiques défavorables pourraient affecter l'approvisionnement en cacao provenant de Côte d'Ivoire et du Ghana, les deux plus grands producteurs mondiaux. Dans un espace budgétaire limité, Albert Zeufack exhorte les décideurs à rechercher des solutions innovantes telles que la réduction ou la suppression temporaire des droits d'importation sur les aliments de base pour soulager leurs citoyens.

Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Mamadou Diop, Gouverneur par intérim de la BCEAO

C'est le Nigérien Mamadou Diop qui assure aujourd'hui l'intérim à la tête de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest. Mais la nomination du nouveau gouverneur s'organise selon les informations de Jeune Afrique.

Depuis quelques jours, le Burkinabè Norbert Toé est présenté comme le gouverneur par intérim de la BCEAO, après la nomination de Tiémoko Meyliet Koné au poste de vice-président de la Côte d'Ivoire. Il n'en est rien en réalité. C'est le Nigérien Mamadou Diop qui a pris, de manière intérimaire, la suite de celui qui dirigeait l'institution émettrice de l'Uemoa depuis 2011. Mamadou Diop a été nommé en mai 2021 vice-gouverneur de la BCEAO, pour un mandat qui devrait s'achever en 2025. C'est à ce titre qu'il remplace désormais Tiémoko Meyliet Koné. Auparavant, il a été ministre des Finances du Niger et

directeur de l'agence de la Banque centrale à Niamey.

Un candidat

fortement pressenti

Selon nos informations, la nomination du nouveau gouverneur devrait intervenir dans plusieurs semaines. On sait déjà que celui-ci viendra de Côte d'Ivoire, le poste de gouverneur étant traditionnellement réservé à la première économie de l'Uemoa. Jean-Claude Brou, dont le mandat à la tête de la Commission de la Cedeao s'achèvera à la fin du mois de juin, est fortement pressenti pour prendre les commandes de l'institution. Quelle que soit la personnalité désignée par le président ivoirien, Alassane Ouattara, son choix devra



être confirmé à l'unanimité par les présidents de l'Uemoa. Or le Burkina Faso et le Mali ne sont à l'heure actuelle plus conviés aux réunions de l'organisation ouest-africaine... Cette nomination devra être actée

lors d'un huis clos de la conférence des chefs d'État de l'Uemoa. Et c'est Patrice Talon, qui prendra officiellement la tête de l'Uemoa dans les prochains jours, qui devra organiser ce processus.

Qui est Mamadou Diop ?

Mamadou Diop est un cadre financier nigérien originaire de la région de Zinder. Après ses études secondaires au Lycée national de Niamey, il a été formé en France avant de débiter sa carrière à l'ancienne BIAO et d'intégrer par la suite, dans la fin des années 1970 la BCEAO. A la banque centrale des pays membres de l'UEMOA, il gravira tous les échelons. « D'abord au siège à Dakar avant d'occuper, à partir de 1984, le poste de directeur national de l'Agence de Niamey, en remplacement de son mentor Boukary Adji qui a été nommé à l'époque ministre

des Finances. En 1997, Mamadou Diop retrouva le siège de la BCEAO où il fut successivement nommé conseiller du gouverneur, directeur du département Finances, secrétaire général de la Commission bancaire (COBAC), puis à nouveau Conseiller spécial du gouverneur. Admis à faire valoir ses droits à la retraite en 2009, il sera rappelé en septembre 2011 pour occuper le poste stratégique de vice-gouverneur de la BCEAO. Il sera reconduit à ce poste pour un mandat de cinq ans le 19 décembre 2013, et restera en place jusqu'au 21 septembre 2018 date à laquelle le poste est revenu au Sénégal », relate actuni-ger dans ses colonnes.



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

Avis d'appel d'offres national

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-BJ

Intitulé du Marché : Acquisition de matériels informatiques au profit de la SoBAPS et des Jeunes Logisticiens Professionnels (JLP).

Référence : DAON N°BJ-SWEDD-280328-GO-RFB du 04/05/2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de matériels informatiques au profit de la SoBAPS et des Jeunes Logisticiens Professionnels recrutés au profit de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les matériels ci-après : **Ordinateurs portables et de bureau, imprimantes, Multiprises, Vidéo projecteur, Clé USB, Disque Dur Agrafeuse et scanners de documents.** Le marché est en lot unique et indivisible.
Le délai de livraison des matériels est de huit (08) à douze (12) semaines calendaires.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, Attention: La Coordinatrice du Projet, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable payée en espèce de cinquante mille (50 000) F CFA à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous.

6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N° 1 ci-dessous : au plus tard le **07 juin 2022 à 10 heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous le **07 juin 2022 à 10 heures 30 mn (heure locale)**.

7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre d'un montant de : **Neuf cent mille (900 000) francs C FA**.

Les offres demeureront valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date de leur ouverture.

8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Adresse N°1

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél: (+229) 21 30 22 26; E-mail: swedd.benin@gmail.com.

Adresse N°2

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 04 mai 2022



[Signature]

Alidou ALIDOU DRAMANE
Coordinatrice SWEDD-Bénin



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

N° 150 /MASM/DC/SP

+229 60 42 02 02
srmicofinance@gouv.bj
www.social.gouv.bj

COMMUNIQUÉ

La Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance communique :

Dans le cadre d'une meilleure protection des enfants et conformément aux dispositions de l'article 66 du Code des personnes et de la famille du Bénin, « toute personne qui trouve un enfant nouveau-né est tenue d'en faire la déclaration à l'officier de l'état civil du lieu de la découverte en vue de l'établissement de son acte de naissance dans les conditions prévues par la loi ».

À cet effet, les procureurs de la République, les officiers de police judiciaire, les centres de promotion sociale, les centres qui accueillent les enfants dont les père et mère sont inconnus, les organisations non gouvernementales ou toutes autres structures ou personnes qui retrouvent un enfant abandonné dont les père et mère sont inconnus, sont invités à en faire la déclaration, sans délai, à l'officier d'état civil territorialement compétent.

Les centres qui ont déjà accueilli des enfants abandonnés dont les père et mère sont inconnus sont tenus d'en faire la déclaration, sans délai à l'officier d'état civil territorialement compétent.

Le Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance en appelle au sens de responsabilité de chacun pour l'application stricte des lois en vigueur.

Fait à Cotonou, le 04 MAI 2022

[Signature]
Le Ministre
Veronique TOGNIFODE
(MASM)

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal
des décideurs**

Impôts

Comment faire sa première déclaration de revenus ?

Quitter la maison et se lancer dans la vie active rime avec de nombreuses nouvelles responsabilités, dont celle de la déclaration fiscale. C'est votre première fois ? Voici quelques éléments pour passer le cap en douceur.

Déclarer ou non ?

Sachez tout d'abord que la déclaration de revenus n'est pas systématique à la majorité et ne va pas forcément de pair avec l'indépendance fiscale. Bien que l'on soit imposable par principe dès 18 ans, la loi permet de rattacher un enfant au foyer fiscal de ses parents tant qu'il n'a pas atteint 21 ans au 1er janvier de l'année imposable, ou jusqu'à ses 25 ans lorsqu'il poursuit des études supérieures. Mais les démarches déclaratives ne sont pas si simples. Le Fisc précise ainsi qu'à 18 et 19 ans, l'adolescent peut rester attaché au foyer de sa famille sans avoir à faire de déclaration en son nom. En revanche, si vous avez entre 20 et 25 ans, vous devrez réaliser une déclaration de revenus à titre personnel, même si vous demandez à conserver ce rattachement.



Cette formalité est obligatoire même lorsqu'on est non imposable. Si vous n'êtes plus rattaché au foyer fiscal de vos parents, cette démarche vous permettra de recevoir une attestation de non-imposition grâce à laquelle vous pourrez prétendre à des aides sociales. **lecture ici.**

Ne rien oublier

Si vous venez de rejoindre les 39,3 millions de foyers fiscaux français (chiffre de 2019) soumis à la déclaration annuelle d'imposition sur le revenu, les règles du formulaire vous paraissent peut-être un peu floues. Rappelons donc que vous êtes censé déclarer vos salaires, y compris ceux de vos éventuels jobs étudiants s'ils dépassent trois

fois le smic mensuel (plus de 4.690 euros sur l'année), mais aussi les revenus perçus dans le cadre d'activités non salariées (livraison de repas en micro-entrepreneur par exemple). N'oubliez pas non plus les indemnités perçues lors d'un stage ou au cours d'un contrat d'apprentissage. Mais rassurez-vous : déclarer ne veut pas dire être redevable d'un impôt. Une bonne partie des revenus étudiants sont en effet non imposables. L'administration fiscale doit en principe vous envoyer un courrier papier vous indiquant la marche à suivre pour créer votre compte sur Impots.gouv.fr et effectuer votre première déclaration de revenu en ligne. À défaut, contactez votre centre des finances publiques.

Eté

Les 5 étapes pour réussir l'ouverture de sa piscine

VIE PRATIQUE Afin que votre bassin soit fin prêt pour l'été, plusieurs tâches

Après une longue pause hivernale, les beaux jours reviennent et alors qu'un parfum d'été semble flotter dans l'air, il est temps de préparer sa piscine. Car pour profiter pleinement des joies de la baignade, un nettoyage s'impose dès que la température de l'eau dépasse les 15 °C, afin d'éviter que les algues ou d'autres impuretés ne s'y développent. Des produits incontournables aux bons gestes, on vous indique la marche à suivre.



tièrement vidé votre piscine avant l'hiver pour la protéger des possibles dégâts du gel, il est recommandé de renouveler au minimum un tiers de son eau afin d'ajuster le niveau et d'éviter la saturation d'éventuels résidus chimiques.

Nettoyer le filtre

Si vous possédez un filtre à sable, nettoyez-le à contre-courant, puis mettez-le en route et faites-le fonctionner en continu jusqu'à ce que l'eau retrouve une clarté parfaite.

Utiliser des traitements préventifs

Puisqu'il vaut mieux prévenir que guérir, on débute la saison en effectuant un traitement de choc permettant

de lutter contre les dépôts de calcaire (notamment dans les régions où l'eau est très dure) qui dégradent les équipements et d'éliminer les micro-organismes, particules et algues pour éviter leur propagation dans le bassin.

Ajuster le pH et le TAC

Éléments essentiels à prendre en compte, le potentiel hydrogène (pH) et le titre alcalimétrique complet (TAC) permet de déterminer la qualité de l'eau en renseignant sur son caractère neutre, acide ou basique. C'est pourquoi ils doivent impérativement être vérifiés et corrigés si nécessaire avant toute baignade, par l'ajout de produits spécifiques permettant de les stabiliser. Pour rappel, le pH idéal d'une piscine se situe entre 7,0 et 7,4 pour le chlore ou 7,4 et 7,6 pour le brome.

20 minutes du 08 mai 2022

Actualités

La première usine africaine de vaccins Covid menacée de fermeture faute de clients



La première usine de vaccination Covid-19 en Afrique du Sud risque de fermer ses portes après n'avoir reçu aucune commande, a déclaré samedi dernier un dirigeant de l'entreprise. L'annonce intervient en pleine « 5^e vague » de Covid dans le pays d'Afrique australe, le plus touché par le virus. La société pharmaceutique Aspen Pharmacare, qui a obtenu un accord de licence en novembre dernier pour conditionner et vendre le vaccin Covid-19 de Johnson & Johnson et le distribuer en Afrique, a indiqué qu'elle allait transférer environ la moitié de sa capacité de production du vaccin Covid-19 vers d'autres produits, si la demande ne reprend pas dans les six semaines. Ces défauts de commandes interviennent alors que la plupart des pays du continent relâchent leurs mesures restrictives vis-à-vis du virus, sans que plus de pressions supplémentaires soient mises pour poursuivre les vaccinations. Du reste, la situation ne va pas dans le sens des attentes de l'Union africaine. En effet, l'organisation continentale ambitionne de faire couvrir 60 % des besoins en vaccins de ses populations, avec des produits fabriqués en Afrique, à l'horizon 2040.

Burkina Faso

Un projet veut former près de 6000 femmes en entrepreneuriat, d'ici 2025

Après une phase pilote en 2021, le projet COMMUNITIES vient d'étendre ses activités au Burkina Faso jusqu'en 2025. Cette année, il compte former 5850 femmes aux techniques entrepreneuriales. Pour mener cette initiative, un appel à candidatures pour le recrutement d'un formateur est en cours. COMMUNITIES, un projet régional créé par Empow'Her qui vise à accompagner les femmes dans la formalisation et le développement de leurs activités entrepreneuriales, à travers la mise en réseau, la formation et l'événementiel, a reconduit pour 3 années supplémentaires ses activités au Burkina Faso. Le projet a pour ambition d'y former 5850 femmes, d'ici juin 2025. 5 villes, à savoir : Banfora, Bobo-Dioulasso, Réo, Léo et Ouagadougou sont concernées par le projet. Les femmes recrutées bénéficieront d'un accompagnement direct à travers la mise en œuvre d'une programmation annuelle de formations thématiques spécifiques et d'événements d'inspiration, la mise en place d'un parcours de formation de structuration d'idées d'entreprises, la réalisation de la création de communautés d'entraide de femmes, ainsi que la création d'un parcours d'animation d'ambassadrices.



Une première phase pilote avait été lancée dans ces mêmes villes en 2021.

Le projet vient de lancer un appel à candidatures pour le recrutement d'un formateur en entrepreneuriat qui sera basé dans la ville de Bobo-Dioulasso qui aura pour principale mission de développer les activités de formation dans la région, et de garantir l'impact des programmes auprès des bénéficiaires des formations. Ce poste est ouvert aux formateurs ayant au moins 3 ans d'expérience professionnelle, avec des compétences dans la gestion de formation et un fort intérêt pour l'entrepreneuriat. Une expérience dans l'accompagnement des femmes entrepreneures ou groupement de femmes serait un atout. Notons que ce recrutement est conditionné à l'obtention d'un financement.

Nigeria

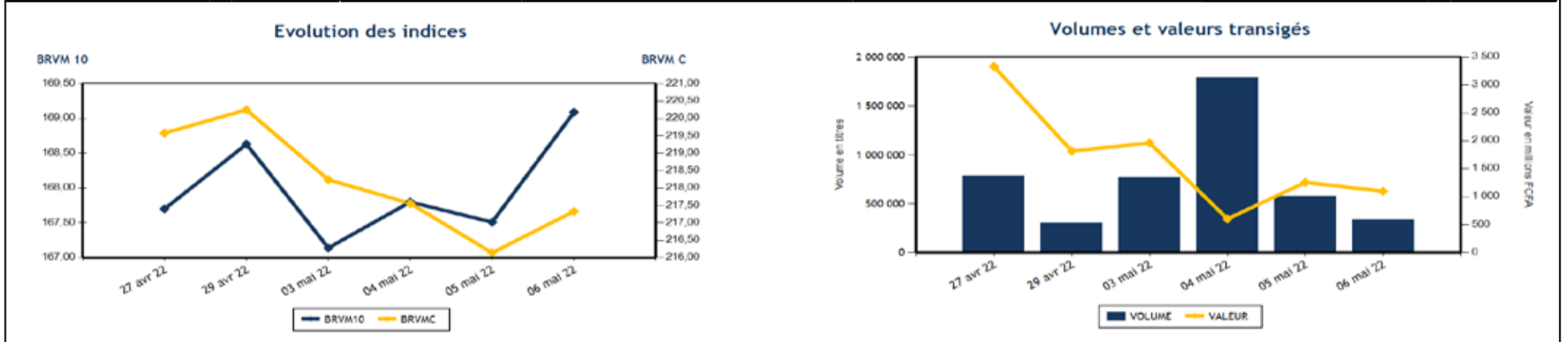
La mise en service de l'autoroute Lagos-Ibadan annoncée pour le mois prochain



Le chantier de l'autoroute Lagos-Ibadan est maintenant en sa phase terminale. Ce projet constitue l'une des solutions du gouvernement au problème des embouteillages. L'autoroute Lagos-Ibadan sera mise en service le mois prochain, selon le ministre nigérian des Travaux publics et du Logement, Mu'azu Sambo, qui a fait hier vendredi un briefing sur les chantiers routiers en cours d'exécution dans le pays. L'infrastructure qui s'étend sur 127 km est l'une des routes principales du Nigeria, reliant les régions du nord, du sud et de l'est. Elle constitue de même une section du vaste corridor transsaharien Lagos - Alger, un réseau routier de 4 800 km qui relie six pays, à savoir l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Nigeria. La route, qui fait l'objet d'une remise à niveau depuis 2013, draine un flux quotidien d'environ 40 000 véhicules selon le ministre fédéral des Travaux public Babatunde Fashola. Ce dernier annonçait en septembre dernier qu'au vu de l'évolution du trafic, des réajustements ont été opérés dans l'architecture initiale de l'infrastructure qui intégrera finalement 3 passages supérieurs et un échangeur afin de limiter les embouteillages au « strict minimum ». Le rythme d'évolution de la population nigériane est un facteur difficile à maîtriser pour les autorités en charges des transports. Cela complique la mise en place d'un système de transport axé sur un modèle permanent à moyen ou long terme, notamment pour ce qui est du réseau routier.

Ecofin du 08 Mai 2022

BRVM 10	169,09	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 87 vendredi 6 mai 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	217,33
Variation Jour	↑ 0,94 %		Variation Jour	↑ 0,55 %
Variation annuelle	↑ 10,15 %		Variation annuelle	↑ 7,44 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 542 188 715 169	0,55 %
Volume échangé (Actions & Droits)	331 608	-42,31 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 092 332 191	-12,98 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	54,55 %
Nombre de titres en baisse	10	-58,33 %
Nombre de titres inchangés	15	114,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 735 199 721 192	-0,03 %
Volume échangé	362	395,89 %
Valeur transigée (FCFA)	3 722 250	416,98 %
Nombre de titres transigés	4	100,00 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	2	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	8 085	7,44 %	57,91 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	885	7,27 %	-1,12 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	15 000	7,14 %	41,58 %
SMB CI (SMBC)	6 895	6,65 %	-0,07 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	990	5,88 %	3,13 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	625	-7,41 %	0,00 %
SETAO CI (STAC)	1 475	-7,23 %	102,05 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 475	-7,23 %	-26,25 %
SAFCA CI (SAFC)	1 000	-6,98 %	17,65 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 705	-5,28 %	-2,57 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	116,54	-0,50 %	5,84 %	15 385	28 160 705	33,50
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	508,34	0,23 %	13,25 %	84 547	685 853 475	9,35
BRVM - FINANCES	15	79,31	1,63 %	2,83 %	197 199	91 623 826	8,51
BRVM - TRANSPORT	2	509,96	0,00 %	-18,03 %	292	613 200	8,20
BRVM - AGRICULTURE	5	325,23	-0,10 %	33,67 %	27 923	273 435 330	5,66
BRVM - DISTRIBUTION	7	402,06	-0,92 %	-1,32 %	3 732	8 637 725	30,52
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 819,98	-7,23 %	102,06 %	2 530	4 007 930	17,71
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,76	
Taux de rendement moyen du marché	5,59	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,39	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 485 329,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 734 579 338,01	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	3,72	
Ratio moyen de satisfaction	29,19	
Ratio moyen de tendance	784,83	
Ratio moyen de couverture	12,74	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	5,51	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat




Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Avenue de l'Indépendance - Abidjan
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Cotonou
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Lomé
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27




Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Niamey
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Ouagadougou
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Yaoundé
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27



Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire
 Boulevard de l'Indépendance - Libreville
 Tél : (229) 21 31 21 28
 Fax : (229) 21 31 28 27

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org



Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com



Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71



Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121



Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065



Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36



Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjbs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Mai 2022
Lundi 2 Mai 2022
Vendredi 6 Mai 2022
Mardi 10 Mai 2022
Samedi 14 Mai 2022
Mercredi 18 Mai 2022
Dimanche 22 Mai 2022
Jeudi 26 Mai 2022
Lundi 30 Mai 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	623,47
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	777,07
Naira (NGN - Nigeria)	1,5
Cedi (GHS - Ghana)	83,37
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	39,53
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	94,16
Rouble russe (RUB)	9,24
Franc Suisse (CHF)	632,74
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,1
Droits de tirage spéciaux (FMI)	833,13
Or (XAU)	1162283,3
Argent (XAG)	14019,88

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraîche	Grand Panier	15.000/22.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2300/2500

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 03/05/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 03 Mai 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Juin 2022	1.874,82	+4,22	+0,23%	20:29:51
XAU/USD		1.874,93	+6,65	+0,36%	20:29:54
Argent	Juill 2022	22,567	-0,098	-0,43%	20:29:51
Cuivre	Juill 2022	4,3253	+0,0423	+0,99%	20:29:51
Platine	Juill 2022	981,50	+22,90	+2,39%	20:29:51
Palladium	Juin 2022	2.237,50	-0,80	-0,04%	20:29:38
Pétrole brut WTI	Juin 2022	107,81	+5,40	+5,27%	20:29:51
Pétrole Brent	Juill 2022	110,13	+5,16	+4,92%	20:29:51
Gaz naturel	Juin 2022	8,418	+0,464	+5,83%	20:29:37
Fioul	Juin 2022	4,1945	+0,1118	+2,74%	20:29:51
Essence RBOB	Juin 2022	3,6473	+0,1461	+4,17%	20:29:51
Gasol Londres	Mai 2022	1.203,62	+4,50	+0,38%	20:29:54
Aluminium		2.986,00	+75,00	+2,58%	19:09:07
Zinc		3.975,00	+13,50	+0,34%	19:30:00
Nickel		30.637,50	-337,50	-1,09%	19:30:00
Cuivre		9.532,50	+122,50	+1,30%	19:30:00
Blé américain	Juill 2022	1.075,80	+30,80	+2,95%	20:20:05
Riz Paddy	Juill 2022	17,145	+0,110	+0,65%	20:20:05
Maïs américain	Juill 2022	793,12	+0,12	+0,02%	20:19:56
Soja américain	Juill 2022	1.640,62	+10,62	+0,65%	20:19:55
Huile de Soja américaine	Juill 2022	82,24	+1,96	+2,44%	20:19:56
Farine de soja	Juill 2022	417,80	-6,10	-1,44%	20:20:05
Coton américain	Juill 2022	154,74	+4,66	+3,11%	20:20:00
Cacao américain	Juill 2022	2.579,00	-28,00	-1,07%	19:29:00
Café US C	Juill 2022	219,55	+1,60	+0,73%	19:30:06
Café de Londres	Juill 2022	2.137,00	+30,00	+1,42%	18:29:44
Sucre américain	Juill 2022	18,60	-0,02	-0,11%	18:59:00
Jus d'orange	Juill 2022	175,55	-5,60	-3,09%	20:00:04
Bétaïl	Juin 2022	134,93	-0,40	-0,30%	20:04:59
Porc	Mai 2022	102,50	+2,72	+2,73%	20:04:29
Bovins d'engraissement	Mai 2022	162,09	+0,67	+0,41%	20:05:04
Bois de construction	Mai 2022	1.003,10	-36,40	-3,50%	20:09:56
Avoine		669,60	+3,30	+0,50%	20:20:05

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasol	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 03 Mai 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
Donga	Lahotan	Lahotan	mercredi	
	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	

Trophées African Banker

64 nominés en 2022, le groupe Ecobank (ETI) se démarque

Les nominés de l'édition 2022 des Trophées African Banker sont désormais connus. Ils sont au total 64 nominés dans diverses catégories. La remise des trophées se déroulera à Accra au Ghana en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement.

● Falco VIGNON

Atteindre la résilience climatique et une transition énergétique juste pour l'Afrique". C'est autour de ce thème que ce dérouleront les Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement pour cette année 2022. Dans ce cadre, le magazine African Banker a annoncé la liste des nominés pour les Trophées African Banker. Au total, on dénombre 64 nominés dans diverses catégories. Il s'agit notamment d'institutions financières et des fournisseurs de technologie les plus performants en Afrique, des personnalités responsables de groupes bancaires, financiers et autres. Pour cette édition du trophée, deux nouvelles catégories ont également vu le jour. Il s'agit des FinTech de l'année et IFD de l'année. A travers ces deux nouvelles catégories, les promoteurs des Trophées African Banker entendent célébrer le rôle significatif des Institutions Financières de Développement en tant qu'acteurs clés de la reprise post pandémie et de la transformation numérique dans les services bancaires. A propos, « nous avons la prodigieuse accélération digitale et les FinTechs sont devenues incontournables dans

la sphère bancaire », a confié Omar Ben Yedder, éditeur du magazine African Banker et président du Comité d'organisation des Trophées African Banker. La banque panafricaine, Ecobank pour cette édition a marqué sa forte présence à travers diverses catégories.

Ecobank, la révélation

Le groupe Ecobank a fait forte impression à travers diverses catégories. Déjà, le PDG du groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI), Ade Ayeyemi est nominé dans la catégorie « banquier africain de l'année ». La filiale Togo du groupe (Ecobank Togo) a été nominée dans la caté-

Liste complète des nominés 2022 par catégorie

Trophée du banquier africain de l'année
• Ade Ayeyemi - Ecobank Transnational Incorporated
• Adesola Adeduntan - First Bank Nigeria
• Mukwandi Chibesakunda - Zambie National Commercial Bank
• Benedict Oramah - Afreximbank
• Admassu Tadesse - Banque du commerce et du développement
• Herbert Wigwe - Access Bank
• Vivienne Yeda - Banque de développement de l'Afrique de l'Est

Trophée de la banque africaine de l'année
• Access Bank

- Attijariwafa Bank
- Banque d'Afrique
- Banque de l'industrie
- Ecobank
- Guaranty Trust Bank
- Standard Bank Group

Trophée de la banque de l'année pour les PME
• ABSA, Ghana
• Commercial International Bank, Égypte
• Ecobank, Togo
• Fidelity Bank, Ghana
• The Standard Bank Group

Trophée de l'IFD de l'année
• AECF
• Afreximbank
• BADEA

Société financière internationale (IFC)
• Banque de commerce et de développement

Trophée de l'inclusion financière
• British Arab Commercial Bank (BACB), Royaume-Uni
• Commercial International Bank, Égypte
• Centenary Rural Development Bank, Ouganda
• Banque de commerce et de développement, Kenya
• Tugende Global, Ouganda

Trophée de la banque durable de l'année
• Commercial International Bank, Égypte
• Nedbank, Afrique du Sud
• Rand Merchant Bank, Afrique du Sud
• Standard Chartered, Afrique du Sud
• Banque de commerce et de développement, Kenya

Trophée FinTech de l'année

- Capricorn Digital Limited
- Crowdvest
- Interswitch
- JUMO
- OPay

Trophée de la banque de l'année - Agriculture
• Expansion d'Atlantic Shrimpers Limited (ASL) - Access Bank
• Facilité d'entreprise de 200 millions de dollars pour BUA Industries Limited - AFC
• Accord de facilités multidevises en faveur de Canal Sugar Company - Afreximbank / National Bank of Egypt
• Ghana Cocoa Board - Nedbank

Trophée de la banque de l'année - Dette
• Bidvest : 800 millions de dollars d'obligations senior non garanties SNC2 - Bank of America
• Bank of Industry : 750 millions d'euros d'obligations participatives de premier rang à échéance 2027 - Bank of Industry
• Swap de devises de Bank One - Bank One Limited
• Obligation SDG Bénin 500m € - Citi
• Facilité syndiquée de 634,5 millions de dollars d'Access Bank - Mashreq Bank UAE

Trophée de la banque de l'année - Equity
• Mutandis - Attijariwafa Bank
• Momentum Metropolitan - Bank of America
• L'offre accélérée d'actions de Prosus dans Tencent pour environ 15 milliards de dollars - Citi
• Cession par Sasol d'une participation de 30 % dans la Republic of Mozambique Pipeline Investments Company (ROMPCO) - Nedbank
• Introduction en bourse de MTN Nigeria - Renaissance Capital

Trophée de la banque de l'année - Énergie
• Centrale thermique de Temane - Absa Mozambique et IFC
• Projet de centrale électrique Geometric Power IPP dans l'État d'Abia - Afreximbank
• Parc éolien d'Aftissat - Attijariwafa Bank
• Projet de centrale hydroélectrique de Kinguele Aval - IFC
• Facilité syndiquée au groupe El Sewedy - National Bank of Egypt

Trophée de la banque de l'année - Infrastructure
• Projet d'approvisionnement en eau de Luanda Bitá - Agence africaine d'assurance commerciale
• Alliance Tanger - Attijariwafa Bank
• Lagos Free Zone Company Funding SPV - Société de garantie des crédits d'infrastructure
• Prêt à terme de la Gharably Integrated Engineering Company (GIECO) - National Bank of Egypt
• Kenya Roads Annuity Programme, Lots 15 et 18 - Standard Chartered

« la banque de l'année pour les PME ». Et ce n'est pas tout. Le Banque panafricaine figure également parmi les banques de l'année. C'est un sacre qui vient conforter le groupe bancaire qui ne cesse d'innover pour le bonheur de sa clientèle.

À propos des Trophées African Banker

Les Trophées African Banker sont un événement annuel qui se déroule pendant les réunions annuelles de la Banque africaine de développement. Organisés

par le magazine African Banker et IC Events en coopération avec BusinessAfrica Events, les Trophées African Banker célèbrent l'excellence et les meilleures pratiques dans le secteur bancaire en Afrique. Les leaders et les banques qui sont à l'origine de la transformation rapide de la finance africaine sont les heureux gagnants de 2022. Ils sont honorés durant le Dîner de Gala qui rassemble les dirigeants des banques et des entreprises en Afrique. Les Trophées African Banker célèbrent les grands succès des banquiers africains qui créent de nouvelles opportunités économiques pour les citoyens de tout le continent et inspirent les nouvelles générations qui façonnent l'avenir de l'Afrique.

À propos d'African Banker

Lancé en mai 2007, African Banker, est un magazine trimestriel consacré à la banque et à la finance en Afrique. Il couvre l'actualité des secteurs de la banque, de la finance, de l'assurance, des devises, des investissements financiers, ainsi que des marchés boursiers et des marchés de capitaux. Le magazine vient en réponse à la demande croissante d'informations sur le monde bancaire et financier africain, un secteur qui se consolide rapidement et joue un rôle majeur dans le développement du continent.

HOROSCOPE finance

Bélier Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

Taureau Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

Gémeaux Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

Cancer Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

Lion Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

Vierge Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

Balance Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

Scorpion Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

Sagittaire Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Vendredi 1er Avril 2022

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

Capricorne

La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Verseau Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

Poissons Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

L'économiste

Premier Quotidien Économique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdjì zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur GénéralLéonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUHEMÉGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

Romuald NOUDEDJI

(Correspondant Mono-Couffo)

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Noël Y. TETEGOU

(Br. Borgou/Alibori)

Jules Daniel Mahuto

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Économiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Économiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Crespin N'SODAI

(96564330)

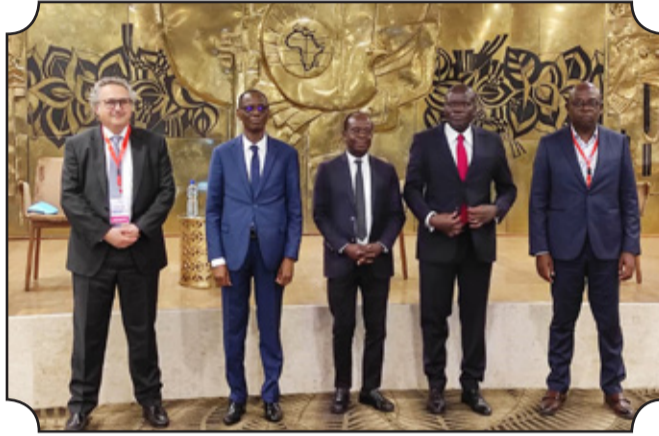
International Forum On Intermediation, Digital And Innovation

Ahouantchéde, Former CEO Of Gim Uemoa At The Control Of Afrik Créances

Afrik Créances, a new Regional Financial Institution

The first edition of the International Forum on Intermediation, Digital Technology and Innovation (FONI) opened on Thursday, May 05, 2022 in Lomé, Togo and for two days. As an initiative of AFRIK CREANCES chaired by Blaise Ahouantchéde, former CEO of the WAEMU Interbank Monetary Grouping (GIM-UEMOA) and its partners including SAER Group and Mali Créances, FONI devotes a threefold event focused on the promotion of SMEs/SMIs, banking intermediation: the official launch of AFRIK CREANCES' activities, the launch of the 1st Regional Single Window and an incentive fund for SMEs and SMIs.

“Discussing the impact of banking/financial intermediation activities and the provision of technological services and payments in the dynamics of financial inclusion and financing the regional private sector” is the main objective of the International Forum on Intermediation, Digital Technology and Innovation, which is holding its first edition. In his welcoming remarks, "this forum is a framework for high-level dialogue and consultation with the various regulatory authorities of the banking, financial, insurance and more particularly telecommunications sectors as well as all actors in the said sectors," stressed Blaise Ahouantchéde, CEO of Afrik Créances. For him, the Forum will make it possible to anticipate structural and functional changes in industry, as well as the development of new models of financial intermediation adapted to the structure of our economies and the promotion of new forms of financial intermediation based on Fintech while preserving regional financial stability. To this end, the project will focus on debt collection activities, intermediation in banking operations including credit brokerage, asset administration and wealth management, the provision of



payment services, digitization & dematerialization, consulting, training, and all other intermediation services. It is a solution that will make it possible to cope with the accelerated changes and convergences of electronic payment systems with a view to a better revitalization of the African economic fabric. Knowing that this fabric is fundamentally based on SMEs/SMIs, much is done to them through the establishment of a Regional Single Window and an incentive fund for SMEs and SMIs, abbreviated as the "GURFI", the first of its kind on the continent. Through this mechanism, Afrik Créances will strive to accelerate the anchoring of SMEs/SMIs, an essential link in the continent's economy.

About Afrik Créances

As a unique platform for innovative services, AFRIK CREANCES intends to be a key player in

the development of inclusive banking and financial services in Africa and support for SMEs/SMIs. AFRIK CREANCES operates alongside the Banks for their accounts through specific mandates in order to expand their banking and financial offers for the benefit of customers. Public and private administration, banks, financial institutions, microfinance institutions, individuals, students, craftsmen, traders, very small enterprises and industries (VSEs/VSIs), small and medium-sized enterprises and industries (SMEs/SMIs), women entrepreneurs, etc.) are the main actors targeted. Its mission is to promote financial inclusion and banking, build a regional model of banking and non-banking intermediation, offer a wide range of innovative solutions, products and services by building an ecosystem of technological platforms.

Innovative Financing of SMEs/SMIs:

The WAEMU Chambers of Commerce and Industry Share their Experiences in Cotonou

On Thursday, 05 May 2022, in partnership with the Regional Consular Chamber (RCC-WAEMU), the Benin Chamber of Commerce and Industry (CCI-Benin) organised an experience-sharing meeting on innovative financing of enterprises in the WAEMU Area. This was an opportunity for each country of the Union to discover what is good for the private sector in other regions.

The issue of financing small and medium-sized enterprises/industries (SMEs/SMIs) remains, more than ever, a main concern for the WAEMU Consular Chambers. As an evidence, gathered in Cotonou on Thursday, May 5, 2022, at the initiative of the CCI Benin and the RCC-WAEMU, the WAEMU Consular Chambers tried to discover the mechanisms put in place at the level of each State to support the development and competitiveness of SMEs/SMIs as well as startups



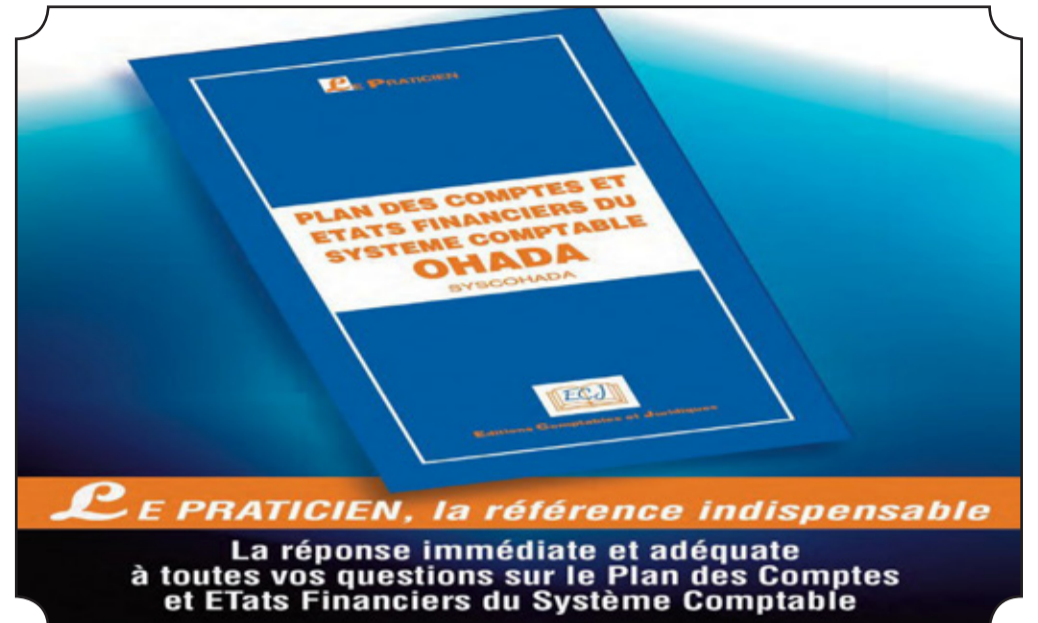
that are an opportunity for socio-economic growth. It should be noted that during these two meetings in 2021, the Technical Commission for Sectoral Policies (CTPS) of the Regional Consular Chamber (RCC-WAE-

MU) examined the issue, with recommendations to use the Deposit and Consignment Funds. The Cotonou meeting allowed participants from the eight (08) countries of the Union to learn about Benin's policy in this area, in particular through the Catalytic Support and Solidarity Fund (FACS), an instrument set up with the assistance of the Caisse de Dépôts et de Consignations du Bénin (CDCB) in March 2022 to reduce the mortality rate of businesses. On the other hand, the other Chambers had

Chart of Accounts in the WAEMU:

Towards the Validation of a New Guide

In order to facilitate bookkeeping in the WAEMU Area, the States of the Union are endeavouring to adopt a new practical guide. It was in this context that a pre-validation workshop for the guide to new accounting standards was opened in Abidjan on Tuesday, 03 May 2022.



Aware of the continuous evolution of accounting standards, and the need to have a uniform chart of accounts, the WAEMU Area is going into action. Meeting since 03 May 2022, the accounting experts of the Union and representatives of the European Union have scrutinized the various articles of the new plan, with a view to finalizing the guide for the application of the WAEMU new accounting standards. It should be noted that the preparation of this guide is part of a major effort to modernize and harmonize the public financial management framework of the WAEMU Member States, in order to improve performance in the implementation of public policies and the transparency of public finances. At the opening of this workshop, Assahoré Konan Jacques, Director General of the Treasury and Public Accounting expressed his gratitude to the WAEMU Commission for having asked the West African Accounting Council

(WAAC) to carry out an in-depth analysis of the WAEMU accounting system and suggest a reform that would promote bookkeeping and the preparation of financial statements by each member country of this sub-regional institution.

Referring to the need to ensure the conformity of internal accounting rules and procedures with the provisions of the new WAEMU standards, the Ivorian DG of the Treasury stated that "the development of this draft guide appears as a key step in the continuation of this dynamic aimed at ensuring the conformity of internal accounting rules and procedures with the provisions of the new WAEMU standards". "It is important, he explains, to recall that in 2009, the WAEMU Council of Ministers adopted six (6) directives whose purpose was to renew the harmonized framework of public finances in the Union. Since then, Côte d'Ivoire has committed itself to the transposition and implementation of those reforms

into its domestic legislation. As part of the actions undertaken in this direction, there is the accounting standards framework, which replaces the State Accounting Standards contained in the Directive on the State Chart of Accounts within WAEMU was thus developed and validated with the support of our development partners (...) "Sharing this point of view, Rémi Bardon, in charge of budget support programs and public finance of the European Union delegation, specified: "this new government accounting framework must replace that contained in Directive 9 of the WAEMU on the State Chart of Accounts currently in force. It consists of 8 titles and 26 accounting standards contained in a new directive called the State Financial Accounting Directive (SFAD) which will very soon be the accounting reference for the implementation of the general accounting of the State in the WAEMU Area".

funding levers at the national, regional, sub-regional and continental levels through strong partnerships to bring to fruition

the mechanisms that contrast with conventional funding and promote innovative financial assets," he said.

Adapted and Translated from French into English by:
Albéric Djomaki,
CEO at LMS (www.lmsgroupafrica.com)
American Translators Association (ATA) Associate Member
References:
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/jif-2022-la-fondation-moov-africa-celebre-les-femmes-handicapees/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/08/africa-investment-forum-des-projets-bancables-de-plus-de-50-milliards-de-dollars-a-decouvrir/>
<https://leconomistebenin.com/2022/03/06/inclusion-economique-dans-le-monde-le-benin-parmi-les-23-pays-a-ameliorer-leur-lois-en-faveur-des-femmes/>

CEG AKASSATO et ADJARRA-ADOVIE

Le Japon inaugure 15 salles équipées et 24 cabines de latrines

Le Japon a procédé à l'inauguration de 8 salles de classe avec équipements et de 16 cabines de latrines au CEG ADJARRA-ADOVIE, puis de 7 salles de classes, un laboratoire et 8 cabines de latrines au CEG AKASSATO. C'était les jeudi 05 et vendredi 06 mai 2022.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Cotonou, le 6 mai 2022

LE JAPON INAUGURE 8 SALLES DE CLASSE AVEC EQUIPEMENTS ET 16 CABINES DE LATRINES AU CEG ADJARRA-ADOVIE, PUIS 7 SALLES DE CLASSE, UN LABORATOIRE ET 8 CABINES DE LATRINES AU CEG AKASSATO

Son Excellence Monsieur TSUGAWA Takahisa, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire du Japon au Bénin, a procédé ces jeudi 5 mai et vendredi 6 mai 2022 aux cérémonies d'inauguration de salles de classe, laboratoires et de cabines de latrines dans le cadre du «Projet de construction et d'équipement de salles de classe au CEG Adjarra-Adovié, Commune de Ouidah», et du «Projet de construction et d'équipement de salles de classe au CEG Akassato, Commune d'Abomey-Calavi». Les cérémonies ont été honorées par la présence de Docteur HOUINTON Edmond, Directeur Départemental de l'Enseignement Secondaire et de la Formation professionnelle de l'Atlantique.

Les deux contrats de don avaient été signés entre l'Ambassade et les ONG «Association Béninoise des Professionnels en Vulgarisation-Conseil-Agricole» et «VIGNON NOUGBO», le 22 octobre 2021, pour des financements respectifs de 105 et 106 millions de FCFA. Ils s'inscrivent dans le cadre du programme intitulé « Aide aux Projets Locaux » du Gouvernement du Japon qui apporte une aide, sous forme de don, aux projets locaux contribuant à la sécurité humaine. Lesdits projets ont ainsi permis la construction et l'équipement de huit salles de classe et seize cabines de latrines au CEG Adjarra-Adovié, puis sept salles de classe, un laboratoire et huit cabines de latrines au CEG Akassato.

Lors des cérémonies, S.E.M. TSUGAWA a souligné que la construction de ces salles de classe par le financement du Japon s'inscrit dans l'engagement du Japon à accompagner le gouvernement du Bénin et particulièrement le département de l'Atlantique, dans le processus d'amélioration de son système éducatif. Grâce à cette contribution japonaise, les conditions de travail des enfants et des enseignants de ces établissements seront nettement améliorées.

Les autorités qui ont pris part à cette cérémonie ont remercié le peuple japonais pour le soutien du Japon envers l'amélioration des deux infrastructures scolaires dans le département, après les CEG de Gbèdodé Houndjava, de Savi Gakpé, et de Pahou en 2021, qui jouent un rôle capital dans l'apprentissage des élèves. Elles ont également pris l'engagement de faire bon usage des infrastructures.



Ambassade du Japon en République du Bénin

08BP 283 COTONOU- BENIN - Tél : 21 30 59 86 - Fax : 21 30 79 42 - E-mail : amb-japon@gov.mofa.go.jp

Régulation des activités postales au Bénin

L'ARCEP recense les coursiers de colis, repas et objets

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de régulation des communications électroniques et de la poste (ARCEP Bénin) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses de distribution de colis, des objets, des repas, sur toute l'étendue du territoire national. C'est dans un communiqué signé du Secrétaire Exécutif de l'Arcep Bénin que cette information est portée à la connaissance de tous les acteurs du secteur. Selon le communiqué, les personnes concernées sont invitées à se faire enregistrer sur le site de l'ARCEP Bénin.

Lire le communiqué



Cotonou, le 03 MAI 2022

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités de régulation postale, l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste (ARCEP BENIN) procède au recensement des personnes physiques fournissant les prestations de diverses courses, de distribution de colis, objets et/ ou repas, sur toute l'étendue du territoire national.

A cet effet, elle invite les personnes concernées à se faire enregistrer sur son site web à l'adresse : www.arcep.bj ou par le lien : <https://forms.gle/hUydapKN7gUj1urG9> à compter du 03 mai au 30 juin 2022.

L'ARCEP BENIN rappelle que ce recensement est gratuit.

Pour tout renseignement complémentaire, appeler gratuitement le 131 ou écrire à l'ARCEP BENIN à l'adresse email : contacts@arcep.bj



+229 21 31 01 65 +229 21 31 00 67 contacts@arcep.bj www.arcep.bj 01 BP 2034 Cotonou

Développement des économies africaines

Signature d'un mémorandum entre le FAGACE et le Tchad

Une délégation de haut niveau de la République du Tchad conduite par Mme Alice N. Naimbaye, Secrétaire d'État aux finances et au budget de la République du Tchad a effectué au Bénin une mission officielle dans le cadre de la coopération entre le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE) et la République du Tchad.

● Abdul Wahab ADO

Une réunion technique des responsables du Tchad avec le DG du FAGACE et ses collaborateurs s'est tenue le jeudi 05 mai 2022 au siège du Fonds à Cotonou et a porté sur le bilan de la mise en œuvre du mémorandum d'entente entre le Tchad et le Fonds ainsi que les pistes de renforcement de la coopération. Les échanges au terme de la rencontre entre les deux parties, permettront de booster le développement et le financement des économies africaines. Le patron du FAGACE, Nguéto Tiraina Yambaye



● Echange des documents administratifs

a exprimé toute sa fierté à propos des sujets abordés au cours des échanges. La délégation de haut niveau de la République du Tchad a félicité le patron du FAGACE pour ses ambitions à la tête du Fonds. Il faut préciser qu'une cérémonie de signature d'un mémo-

randum d'entente entre le FAGACE et le ministre des finances et du budget du Tchad a eu lieu ce vendredi 06 mai 2022 au siège du Fonds à Cotonou. Pour rappel, le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique (FAGACE)

est une Institution Financière Internationale spécialisée dans la promotion des investissements publics et privés. Il a été créé le 10 février 1977 à Kigali au Rwanda. Le FAGACE célèbre cette année ses 45 ans de création. A cet effet, diverses activités sont prévues pour célébrer les actions du Fonds dans le développement des économies africaines.



Mondial 2022

La Fifa rejette le recours de l'Algérie, qui voulait rejouer son barrage contre le Cameroun

Les Fennecs sont renvoyés dans leur tanière. Le recours déposé par l'Algérie suite à son élimination en barrage de la Coupe du monde a été rejeté par la FIFA, selon une lettre de l'instance rendue publique samedi par la Fédération algérienne.

Le 31 mars, elle avait annoncé l'introduction d'un recours et demandé à faire rejouer le match à cause de « l'arbitrage scandaleux » du Gambien Bakary Gassama lors de la défaite 2-1 contre le Cameroun. Mais la commission des arbitres de la FIFA a opposé une

fin de non-recevoir à cette demande.

« Nous regrettons que, selon votre appréciation, les décisions des arbitres aient pu influencer négativement sur le cours de la rencontre. Nous avons pris bonne note des éléments de votre courrier et nous pouvons d'ores et déjà vous garantir que l'ensemble des incidents survenus pendant le match ont été examinés avec soin par les deux arbitres vidéo », a écrit la commission. Les supporters avaient manifesté à plusieurs reprises devant le siège de la FIFA à Zurich. Pour rien.

20 minutes



Vérifiez la couverture et la qualité de service de votre réseau mobile avec **L'ATLAS DE COUVERTURE** via le lien

<https://atlas.arcep.bj/>

Ou téléchargez l'application mobile sur :



ou

